

# LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE REPRÉSENTE-T-ELLE UN POTENTIEL D'EMPLOIS POUR LES JEUNES ?

*Le Gret et ses partenaires explorent de nouvelles dimensions de l'insertion des jeunes au travers de la Convention Programme JADE - Jeunesses Actrices du Monde de DEmain - financée par l'Agence française de développement. Ce programme vise à concevoir et expérimenter des modalités pertinentes et innovantes d'accompagnement des jeunes dans leur insertion intégrale, c'est-à-dire non seulement économique et professionnelle mais aussi sociale et citoyenne et environnementale et climatique.*

*Dans ce cadre, le Gret et ses partenaires mènent une réflexion stratégique s'appuyant sur leurs expériences de terrain mais également sur les avancées de la recherche dans ces domaines. La synthèse de ces avancées est présentée dans des fiches qui visent notamment la constitution d'un socle commun de connaissances et de réflexions sur les thèmes des jeunesses et de l'insertion intégrale. Il convient à cet égard de souligner les limites de l'exercice qui reste tributaire de l'avancée des travaux sur ces sujets. S'agissant de la présente fiche de synthèse, comme les concepts d'économie verte et de métiers verts s'avèrent relativement récents, peu d'études ont été menées pour évaluer leur impact sur l'emploi. Qui plus est, la majorité de ces travaux se concentrent sur les pays développés. Afin de combler ces lacunes bibliographiques, cette fiche s'appuie donc largement sur l'expérience du Gret, tout particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de la gestion des déchets.*

**E**n 1970, l'humanité utilisait déjà plus de ressources, produisait plus de déchets et émettait plus de gaz à effet de serre que la nature ne pouvait le supporter. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader en raison de la croissance démographique et de la multiplication des activités nécessitant carbone et ressources. La surexploitation de ces dernières et l'augmentation du niveau de la pollution risquent, par la dégradation de l'environnement qu'elles engendrent, d'annuler une grande partie des acquis obtenus ces dernières décennies en matière de développement et de réduction de la pauvreté. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 1,2 milliard d'emplois dépendant directement d'un environnement sain, notamment dans le secteur de l'agriculture, pourraient être détruits (WWF, 2020). Pour faire face à cette dégradation de l'environnement et ses conséquences, la prise de conscience de la nécessité d'une transition écologique - une évolution vers un nouveau modèle économique et social visant à répondre à ces enjeux écologiques - s'affirme depuis le début du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle.

Dans ce cadre, deux concepts concomitants sont apparus au cours de la décennie 2010 : l'économie verte et les emplois verts. L'économie verte est « une

économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources » (Programme des Nations unies pour l'environnement, PNUE). Elle se caractérise par un faible taux d'émission de carbone, l'utilisation raisonnée des ressources naturelles et l'inclusion sociale des travailleurs. Dans un scénario où le réchauffement climatique serait limité à 2°C d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, les impacts positifs sur l'emploi seraient importants, tout particulièrement pour les jeunes. Les emplois verts sont ainsi au cœur de cette économie verte et répondent aux défis mondiaux de la protection de l'environnement et du développement économique. L'OIT définit un métier vert comme « un emploi décent qui contribue à la préservation et à la restauration de l'environnement, que ce soit dans des secteurs traditionnels comme l'industrie manufacturière et la construction, ou dans de nouveaux secteurs émergents comme les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ». L'OIT estime que la transition écologique contribuera à une création nette de 18 millions d'emplois. Ils ne seront certes pas suffisants pour absorber l'ensemble des individus arrivant sur les marchés du travail dans les années à venir mais représentent néanmoins un potentiel d'emplois non négligeable pour lesquels il faut préparer les jeunes. Il est aussi nécessaire de reconnaître les impacts de cette transition sur la structure de l'emploi : elle entraînera une augmentation de la demande dans certains secteurs et une baisse dans d'autres.

Face à l'urgence de parvenir à un environnement durable, l'un des enjeux majeurs est de déterminer si l'économie verte et les métiers verts peuvent contribuer significativement à la transition écologique tout en étant compatibles avec les modèles économiques des pays en développement le plus souvent basés sur la croissance.

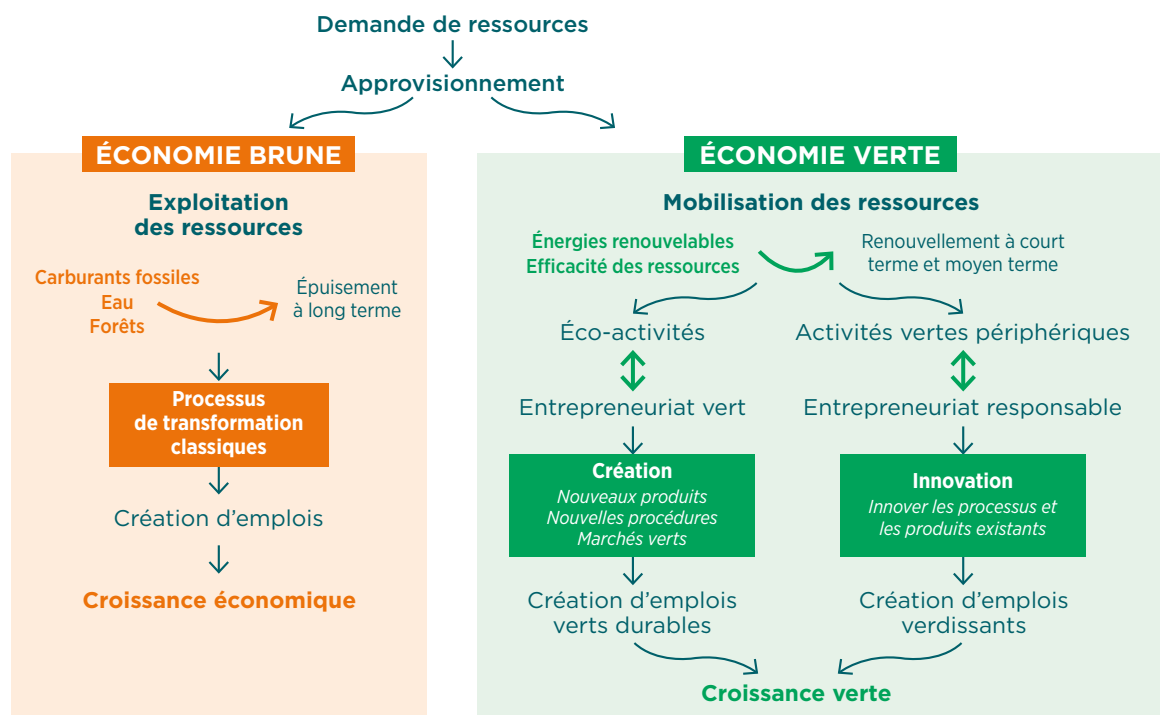
Dans ce contexte, la présente fiche de synthèse entend analyser comment l'économie verte et les métiers verts se développent et s'intègrent aux économies des pays en développement, quelles perspectives ils présentent pour les jeunes, et, enfin, quelles actions peuvent être menées – par les États comme par les organisations de la société civile (OSC) et les acteurs de la solidarité internationale – pour soutenir leur développement.

## L'ÉMERGENCE DES MÉTIERS VERTS DANS LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

### L'INTÉGRATION DES MÉTIERS VERTS AUX MARCHÉS DU TRAVAIL ET À DES ÉCONOMIES LARGEMENT INFORMELLES

La transition écologique aura un impact positif global sur l'emploi. En effet, les recherches font état d'une création de 15 à 60 millions d'emplois au cours des 20 prochaines années. Le consensus, illustré par une étude de l'OIT évoquée plus haut, estime que, dans

**FIGURE 1 : CHAÎNES DE VALEURS DE L'ÉCONOMIE VERTE** (ZOÏ ENVIRONMENT NETWORK, 2018)



La croissance verte promeut à la fois les objectifs de croissance économique et défend l'intégration des aspects sociaux et environnementaux pour répondre aux défis majeurs. Contrairement au modèle traditionnel de l'économie, la croissance verte est un processus d'amélioration de la qualité de la croissance.

un scénario où le réchauffement climatique serait limité à 2°C, 24 millions d'emplois seraient créés et 6 millions détruits d'ici 2030, soit 18 millions d'emplois supplémentaires (OIT, 2018). Si ce potentiel d'emplois doit être tempéré – il ne sera pas suffisant pour faire face à l'arrivée massive de jeunes sur les marchés du travail, notamment en Afrique où, chaque année, 10 à 20 millions de jeunes aspirent à entrer dans la vie active (BAD, 2018) – il représente tout de même un gisement d'emplois décents qu'il convient d'exploiter.

Comme le montre la figure 2, la création d'emplois serait la plus importante dans le secteur des énergies renouvelables avec une augmentation d'environ 11 % dans le scénario à 2°C par rapport au scénario du statu quo, ce qui représente environ 9 millions d'emplois.

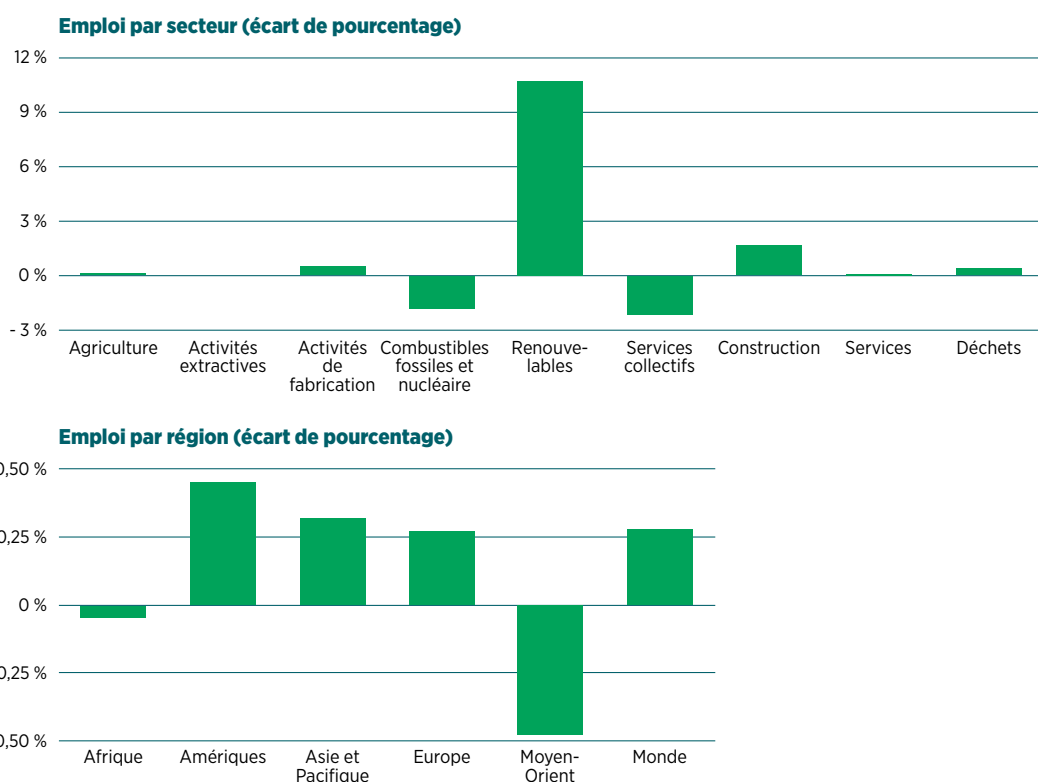
Certains secteurs, notamment ceux basés sur les combustibles fossiles, connaîtront des pertes d'emplois substantiels. Ce sera notamment le cas pour les activités extractives de charbon, de pétrole et de gaz naturel ainsi que pour l'industrie automobile. Dans un scénario à 2°C, une moindre extraction de ces combustibles fossiles entraînerait une perte d'environ 2 millions d'emplois. Une étude conduite par l'OIT en 2018 a ainsi montré que, sur 163 secteurs analysés, seul 14 perdraient plus de 100 000 emplois et seulement deux, raffinerie de pétrole et extraction de pétrole, perdraient au moins un million d'emplois. Toutefois, il est important de souligner que ces destructions d'emplois impacteront tout particulièrement le Moyen-Orient (environ 300 000 emplois) et l'Afrique (environ

350 000 emplois). Des changements de politique et la mise en œuvre de programmes de développement de compétences dans ces régions permettraient d'en atténuer les effets. Il est aussi nécessaire de bien prendre d'ores et déjà en compte les destructions d'emplois résultant de la transition vers une économie verte pour s'y préparer en conséquence.

L'intégration de l'économie verte aux marchés informels est une problématique que les études ont largement éludé jusqu'à maintenant. La majeure partie de la littérature et des études analysant les concepts d'économie verte et de métier vert ne prend pas en compte l'économie informelle. Outre le fait que cela minore très certainement l'estimation du potentiel d'emploi que recèle l'économie verte, les instruments proposés pour la verdir sont rarement adaptés. Il est déterminant de prendre conscience que les politiques de transition vers une économie verte, si non adaptées aux contextes locaux, peuvent elles-mêmes être un frein à l'inclusion, qui est pourtant l'un des moteurs de cette économie. Soutenir les acteurs économiques informels plutôt que les stigmatiser est une approche plus en phase avec les valeurs portées par la transition écologique.

Certains exemples montrent les possibilités de verdissement des économies informelles. Le projet de gestion des déchets Rosamur en Birmanie porté par le Gret a pour objectif la construction d'une unité de compostage dans une décharge. Elle permettra d'extraire les matières organiques des autres déchets afin

**FIGURE 2 : ÉCART D'EMPLOI ENTRE LE SCÉNARIO À 2°C ET LE SCÉNARIO À 6°C (MAINTIEN DU STATU QUO) D'ICI À 2030 (OIT, 2018)**



qu'elles ne soient pas retraitées. Cette extraction sera notamment effectuée par des collecteurs de déchets informels, en majorité des jeunes, en collaboration avec les autorités publiques en charge de la gestion de la décharge. Ce projet a ainsi pour but de faire cohabiter les écosystèmes formel et informel de traitement des déchets et d'intégrer les jeunes au processus de transition écologique.

## SECTEURS PORTEURS DE L'ÉCONOMIE VERTE

L'OIT identifie huit secteurs économiques qui seront largement transformés par la transition écologique. Nous nous concentrerons ici sur trois d'entre eux, tout particulièrement importants en matière de développement durable : l'agriculture, l'énergie et la gestion des déchets.

### ■ Agriculture

Depuis les années 1970, la production agricole a triplé alors que l'augmentation des terres cultivées dans le monde est restée limitée à 30 %. Pourtant, la croissance de la productivité a ralenti au cours de la décennie 2010, alors qu'en 2050, une production agricole en hausse de 70 % par rapport à 2000 (OIT, 2012) sera nécessaire pour nourrir une population mondiale estimée à 9,2 milliards. Les défis sont donc nombreux pour le secteur agricole : répondre à la demande alimentaire future en améliorant sa productivité, assurer sa durabilité écologique et favoriser la création d'emplois décents.

L'agro-industrie est un important pollueur. Elle est la principale source anthropique d'émission de gaz à effet de serre – méthane, protoxyde d'azote – avec 13,5 % des émissions mondiales (changement d'affectation des terres, bétail, utilisation d'engrais), l'une des principales causes de la dégradation des sols (surexploitation, salinisation), de la désertification et de la pénurie d'eau douce (mauvaise gestion des cultures) ainsi que de la dégradation de la biodiversité (Alimenterre, 2015). La dégradation de l'environnement qui en résulte aura des répercussions importantes sur la productivité de l'agriculture et pourrait ainsi menacer la sécurité alimentaire mondiale et la situation des agriculteurs.

La transition vers une agriculture durable nécessite ainsi une approche holistique combinant des solutions techniques et des instruments politiques incitatifs et fondée sur une compréhension fine des contextes locaux pour y adopter des solutions adaptées.

Des recherches ont mis en lumière le potentiel de création d'emplois dans le domaine de l'agriculture durable. En effet, en raison des besoins plus importants en termes de main-d'œuvre de cette dernière, elle permet la création de plus d'emplois directs que l'agriculture traditionnelle (Sharma & Pandove, 2010). En Inde, les agriculteurs indiens cultivant du coton biologique gagnent 200 % de plus que les agriculteurs « traditionnels » (Greenpeace, 2010). Si ces études se limitent à la culture du coton, elles tendent toutefois à démontrer un potentiel d'emploi significatif.

JEUNES APPRENTIS DE LA FILIÈRE MANGUE AU MALI, PROJET IMYETA



En termes de perspective pour les jeunes dans l'agriculture, il convient également d'évoquer le maraîchage qui présente de nombreuses opportunités : il peut en effet assurer un emploi à proximité des villes – où la plupart des jeunes souhaitent travailler – et un revenu souvent supérieur à celui des agriculteurs « traditionnels » par la production de produits à forte valeur ajoutée et la possibilité de la coupler à de l'élevage. Qui plus est, pour les jeunes disposant d'un capital limité, le maraîchage peut leur permettre d'exercer une activité rapidement rentable.

D'une manière générale, le manque d'attractivité des métiers agricoles et para-agricoles pour les jeunes constitue toutefois un obstacle à la réalisation du potentiel d'emplois esquissé plus haut. Dans ce contexte, la mise en place de dispositifs de sensibilisation et d'orientation vers les métiers de l'agriculture durable, à l'amont du continuum Orientation-Formation-Insertion, représente un enjeu important pour atténuer les réticences des jeunes vis-à-vis de ce secteur majeur.

### ■ Énergie

Aujourd'hui, la consommation énergétique mondiale est dominée par les combustibles fossiles. Le pétrole représente 33,6 % de la consommation d'énergie commercialisée, le charbon 29,6 %, le gaz naturel 23,8 % et le nucléaire seulement 5,2 % (BP, 2021). Les défis auxquels fait face le secteur de l'énergie peuvent être divisés en deux catégories : la raréfaction des ressources, tout particulièrement en pétrole, d'un côté et les conséquences environnementales qu'entraîne l'utilisation de combustibles fossiles de l'autre.

La transition énergétique passe notamment par l'utilisation plus efficace de l'énergie et le remplacement des combustibles fossiles par des énergies renouvelables telles que l'éolien ou le solaire. Une série d'instruments politiques ont été mis en œuvre ces deux dernières décennies afin de favoriser cette transition et l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (Irena) estime que doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique permettrait de créer près de 15 millions d'emplois d'ici à 2030.

La mise en œuvre de projets d'accès à l'énergie et d'efficacité énergétique dans les pays du Sud par les acteurs du développement pourraient contribuer significativement à la transition énergétique. À titre

d'exemple, au Sénégal, le Gret solarise les infrastructures d'acteurs économiques et forme des techniciens pour entretenir ces installations. En Mauritanie et au Mali également, des filières de formation portant sur l'installation et la maintenance d'équipements solaires émergent dans le cadre de projets de terrain mis en œuvre par le Gret et ses partenaires notamment.

### ■ Gestion des déchets

Chaque année, plus de 11 milliards de tonnes de déchets sont collectés dans le monde et la décomposition de la part organique de ces déchets est responsable d'environ 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le marché de la gestion des déchets, de la collecte jusqu'au recyclage est estimé à 410 milliards de dollars par an (IIED, 2014). Cette estimation n'inclut pas le marché informel du traitement des déchets prépondérants dans les pays du Sud.

Un traitement durable des déchets, par la réduction de leur production, la réutilisation et le recyclage, permet des économies d'énergie et d'eau ainsi que la diminution des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution de l'air, des eaux et des sols. Si les gouvernements nationaux ont un rôle à jouer dans le verdissement de la gestion des déchets en développant le marché du recyclage, ce sont les autorités locales qui jouent le rôle le plus important en définissant les règles qui régissent la collecte et le tri des déchets. Toutefois, il est à noter que les pratiques de traitement des déchets diffèrent d'un pays à l'autre. De manière générale, les pays industrialisés disposent de dispositifs formels et largement automatisés tandis que les pays en développement ont tendance à s'appuyer sur le secteur informel.

Il existe un fort potentiel d'emplois dans le domaine de la gestion des déchets, que ce soit dans les secteurs formel et informel. En effet, 1,2 million d'emplois pourraient être créés d'ici 2030 aux États-Unis si 75 % des déchets produits par le pays étaient réutilisés via le recyclage et le compostage. De même, 600 000 emplois pourraient être créés au cours de la décennie 2020 si l'Europe recyclait 70 % de ses déchets (OIT, 2012).

Dans les pays du Sud, c'est le secteur informel du traitement des déchets qui emploie le plus grand nombre de personnes. Qui plus est, de bien plus importantes quantités de déchets sont récupérées par les collecteurs informels que par les entreprises formelles.

**TABLEAU 1 : COMPARAISON DE LA RÉCUPÉRATION DES DÉCHETS PAR LES SECTEURS INFORMEL ET FORMEL DANS SIX VILLES (CWG, 2011)**

VILLE	SECTEUR FORMEL		SECTEUR INFORMEL	
	TONNES	% DU TOTAL	TONNES	% DU TOTAL
Caire	433 200	13 %	979 400	30 %
Cluj-Napoca	8 900	5 %	14 600	9 %
Lima	9 400	0,3 %	529 400	19 %
Lusaka	12 000	4 %	5 400	2 %
Pune	-	0 %	117 900	22 %
Quezon City	15 600	2 %	141 800	23 %



La Banque mondiale estime à environ 26 millions le nombre de travailleurs employés par le secteur informel de la gestion des déchets dans les pays en développement (BM, 2018). L'accélération de l'urbanisation dans ces pays, tout particulièrement en Afrique et en Asie du Sud-Est, ainsi que les quantités croissantes de déchets produits sont susceptibles d'accroître les capacités d'emploi dans ce secteur.

Le Gret, dans ses projets de traitement des déchets, privilégie la mise en place d'un dispositif hybride s'appuyant sur les secteurs formel et informel. Ce dispositif s'illustre par exemple au Congo, avec les projets Promaïss, Gicod et Jagov. Ils visent à collecter les déchets produits et à les acheminer vers un lieu où ils seront valorisés ou stockés selon leur nature et ont permis de faire émerger un métier : l'opérateur de pré-collecte (OPC). Ce dernier propose un service à domicile et payant et fait ainsi le lien entre les mairies et les abonnés, qu'ils soient des particuliers, des professionnels ou des administrations. Les OPC, dans le cadre de ces projets, assurent la mise en place et le bon fonctionnement d'un service de gestion des déchets performant.

En conclusion, il ressort de cette analyse des secteurs porteurs de l'économie verte qu'ils recèlent un potentiel qui ne constitue pas encore une réponse aux besoins d'accès à l'emploi, notamment des jeunes, mais s'avère prometteur. La réalisation de ce potentiel exige, dans un premier temps, de définir des critères, adaptés aux contextes sociaux et géographiques, catégorisant les secteurs verts. Si l'Union européenne et le Climate Bonds Initiative ont mis en place des taxonomies définissant de tels critères, la première n'est applicable

qu'en Europe tandis que la seconde est principalement à destination du domaine privé. Une coordination entre l'ensemble des parties prenantes, travailleurs, États, organisations internationales et organisations de solidarité internationale, est également nécessaire. La sensibilisation du grand public et des décideurs aux questions environnementales mais aussi aux concepts d'économie verte et d'emplois verts – largement inconnus au sein de la société – est aussi nécessaire pour assurer la durabilité des programmes à long terme. Enfin, il est indispensable que les organisations de solidarité internationale, dans le cadre de l'ingénierie de leurs projets, intègrent des critères verts afin d'identifier des métiers porteurs pour lesquels développer des formations permettrait aux bénéficiaires d'accéder à des emplois décents, et soient attentives à la finalité et aux pratiques des projets qu'elles mettent en œuvre – un projet de gestion de déchets pouvant en effet être considéré comme vert mais utiliser des pratiques d'enfouissement qui ne le sont pas.

## SOUTENIR LES MÉTIERS VERTS PAR LE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES ET L'ENTREPRENEURIAT VERT

### L'ENJEU CRUCIAL DU DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES VERTES

Le développement des compétences est un élément essentiel pour permettre aux professionnels de s'adapter aux besoins de l'économie verte. En effet,

la transition écologique, du fait de la transformation du système de production, implique l'évolution des emplois pour devenir plus respectueux de l'environnement. Ajuster les cadres de formation permettra d'améliorer l'employabilité des travailleurs arrivant sur des marchés du travail en transformation.

Pour les travailleurs des secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de la gestion des déchets – où de nouveaux emplois verts font leur apparition et où les professions établies évoluent – la nécessité d'adapter leurs compétences est particulièrement prégnante. Dans ce contexte, les systèmes d'enseignement et d'apprentissage auront un rôle considérable à jouer dans la formation de la main-d'œuvre. D'autant plus que les exigences de l'économie verte en termes de compétences sont plus élevées que celles de l'économie traditionnelle (PAGHC, 2017).

Si les processus de formation informels jouent également un rôle non négligeable dans le développement des compétences – les travailleurs acquérant une grande partie de leurs compétences par la pratique – ils ne peuvent garantir le développement de l'ensemble des conséquences requises par la transition écologique.

Malgré cet impératif d'adaptation, la plupart des États n'ont pas établi de liens entre leur stratégie pour un environnement durable et leur politique en matière de qualification (OIT, 2018). C'est notamment le cas dans les pays en développement, où les mécanismes institutionnels pour le développement des compétences nécessaires à la transition écologique doivent encore être mis en place. L'inadéquation des compétences, qui s'explique par le caractère émergent de l'économie et des métiers qui la constitue, est à ce stade un frein majeur à la transition écologique.

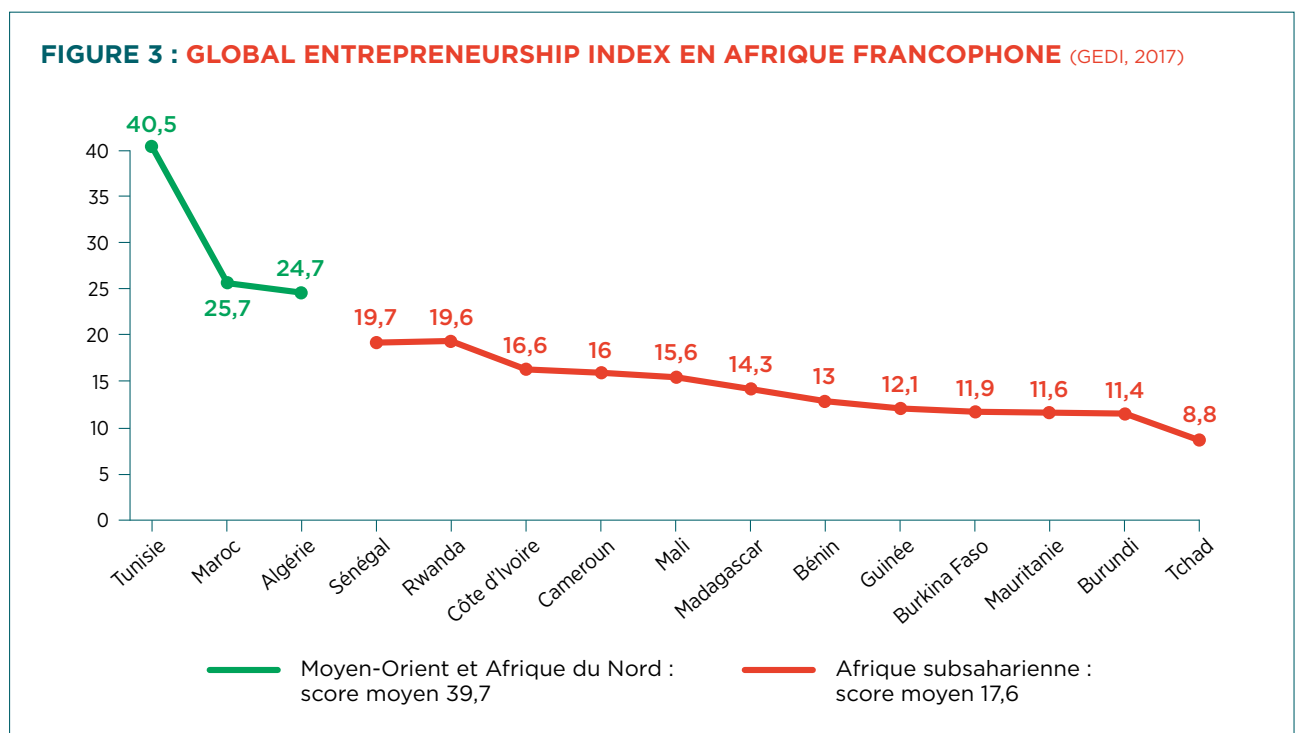
## QUEL RÔLE POUR L'ENTREPRENEURIAT VERT ?

L'entrepreneuriat vert est défini par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) comme un entrepreneuriat qui vise à avoir un impact social et environnemental positif. Il englobe les activités économiques, les technologies, les produits et les services moins polluants ayant pour objectif de réduire durablement les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte écologique, minimiser la pollution et économiser les ressources.

L'appui à l'entrepreneuriat vert est considéré comme un levier clé de la mise en œuvre de la transition écologique par l'OCDE. Le PNUE estime de son côté que le secteur privé pourrait apporter plus de 80 % du capital nécessaire pour faire face aux conséquences du changement climatique. Dans ce contexte, l'entrepreneuriat vert serait déterminant pour accompagner les pays en développement dans leur transition vers une économie verte. Le PNUE avance également que les entreprises qui sauront anticiper cette transition et adopter une démarche responsable et durable en développant des biens et services à faible impact environnementaux seront à même de faire des bénéfices importants.

Ainsi, l'entrepreneuriat vert est en phase avec les besoins des pays en développement et pourrait permettre la création d'emplois décents, tout particulièrement pour les jeunes.

Une étude menée par l'OCDE en 2011 montre que 72 % des jeunes africains sont attirés par l'entrepreneuriat et estiment qu'il s'agit d'un bon choix de carrière. Toutefois, le nombre d'entrepreneurs en Afrique est largement inférieur aux moyennes mondiales, tout particulièrement en Afrique subsaharienne, comme le montre la figure 3.



De nombreux défis doivent ainsi être relevés afin que les pays en développement exploitent pleinement leur potentiel entrepreneurial. Les principaux acteurs de l'entrepreneuriat vert, à savoir les pouvoirs publics et le secteur privé, doivent se coordonner afin d'assurer le bon développement de cet écosystème, soutenir les activités entrepreneuriales et accompagner les entrepreneurs dans le développement de leurs projets. Qui plus est, le concept d'entrepreneuriat vert – tout comme les concepts d'économie verte et de métiers verts – reste largement inconnu au sein des pays en développement. Il est notamment du ressort des acteurs mentionnés précédemment de faire connaître les opportunités qu'il recèle. Enfin, il n'existe actuellement pas d'incitation à l'entrepreneuriat vert, aucune norme environnementale n'ayant été adoptée au sein de ce secteur afin de définir ce qui est « vert » et ce qui ne l'est pas.

Cependant, à l'heure de la prise de conscience mondiale des enjeux environnementaux, les cadres institutionnels des pays en développement favorisent de plus en plus la création d'entreprises vertes et les organisations internationales apportent un soutien croissant à ces initiatives afin d'assurer la transition vers une économie verte. Alors que le PNUE avance qu'investir 2 % du PIB mondial dans dix secteurs économiques clés permettrait de verdir l'ensemble de l'économie, l'entrepreneuriat vert présente des opportunités d'emplois et de développement, notamment au niveau local où il favorise les circuits courts de commercialisation et valorise les savoir-faire et produits locaux.

## CONCLUSION

La transition écologique sera certainement un processus d'une ampleur semblable à celle de la révolution industrielle et ses effets négatifs, tout particulièrement en termes de destruction d'emplois dans certains secteurs, qui se produiront avant d'en voir les bénéfices, ne doivent pas être occultés.

Bien gérée, notamment pour développer le capital humain écologique, la transition vers une économie verte pourrait néanmoins s'avérer être un potentiel de création d'emplois décents qui ne pourra certes pas, en l'état actuel des estimations, absorber l'ensemble des jeunes arrivant sur les marchés du travail, notamment dans les pays du Sud, mais qui permettrait à de nombreux jeunes d'accéder à des emplois durables et de bonne qualité, notamment dans des secteurs comme l'agriculture, l'énergie et la gestion des déchets. ■



La rédaction de cette note a été assurée par

Pierre SOULIER (chargé d'appui aux opérations au Gret).



### POUR EN SAVOIR PLUS



- > [« 'Déchets : quel gâchis 2.0' : un état des lieux actualisé des enjeux de la gestion des ordures ménagères »](#) (en ligne), Banque mondiale, 2019.
- > [« Entrepreneuriat vert en Afrique francophone »](#) (en ligne), Zoï, 2019.
- > [« Informal and green »](#) (en ligne), IIED, 2014.
- > [« Nature hires: how nature-based solutions can power a green jobs recovery »](#) (en ligne), WWF, 2020.
- > [« Production de charbon vert au Cameroun »](#) (en ligne), Initiatives Climat, 2019.
- > [« Promouvoir le capital humain écologique »](#) (en ligne), Plateforme pour la promotion du capital humain écologique, 2017.
- > [« Statistical review of world energy »](#) (en ligne), BP, 2021.
- > [« Une économie verte et créatrice d'emplois »](#) (en ligne), OIT, 2018.
- > [« Working towards sustainable development »](#) (en ligne), OIT, 2012.
- > BUGNOT Fabrice, [« Le système agroalimentaire industriel dérègle le climat »](#) (en ligne), Alimenterre, 2015.

Photographies : © Gret.

Page 1 : Formation en électricité en Mauritanie, projet Safire.